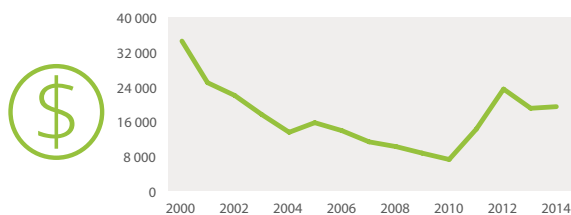




## GUINÉE

Léa Vicky Magne Domgho, Famoï Béavogui, Sékou Diawara et Gert-Jan Stads

## DÉPENSES DE LA RECHERCHE AGRICOLE

Millions de francs guinéens  
(prix constants 2011)

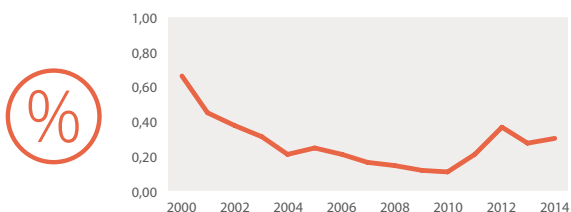
19 283,6

Millions de dollars PPA  
(prix constants 2011)

7,7

	GUINÉE	CÔTE D'IVOIRE	MALI	SÉNÉGAL
Millions de francs guinéens (prix constants 2011)	19 283,6			
Millions de dollars PPA (prix constants 2011)	7,7	82,1	37,9	51,3

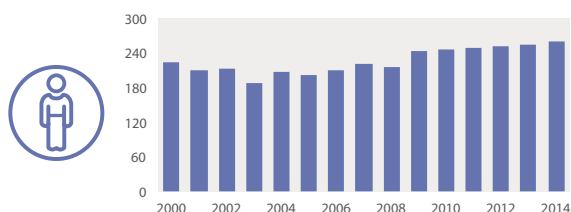
## INTENSITÉ DES DÉPENSES

Pourcentage du  
PIBA consacré à la  
recherche agricole

0,30%

	GUINÉE	CÔTE D'IVOIRE	MALI	SÉNÉGAL
Pourcentage du PIBA consacré à la recherche agricole	0,30%	0,53%	0,38%	1,15%

## CHERCHEURS AGRICOLES

Équivalents  
temps plein

258,7

Proportion de  
diplômés MSc et PhD

41%

	GUINÉE	CÔTE D'IVOIRE	MALI	SÉNÉGAL
Équivalents temps plein	258,7	253,2	285,7	124,4
Proportion de diplômés MSc et PhD	41%	99%	96%	100%

Notes: Les données ci-dessus sont celles de 2014. La recherche menée par le secteur privé à but lucratif a été exclue de cette fiche en raison du manque de données. Vous trouverez à la page 4 des informations sur l'accès à d'autres ressources, les procédures et méthodologies, les acronymes et les définitions. Voir [www.asti.cgiar.org/Guinée/directory](http://www.asti.cgiar.org/Guinée/directory) pour un aperçu des agences guinéennes impliquées dans la recherche agricole.



## Reprise des dépenses

De 2000 à 2010 les dépenses de recherche agricole ont connu une baisse de 80% — tendance négative de longue durée à la quelle une infusion de fonds publics mit fin en 2011, en rendant possible la relance d'efforts de formation et de réhabilitation d'infrastructures de recherche trop longtemps négligées. Or, cette reprise ne suffit pas pour annuler le sous-investissement dans la recherche agricole: en 2014, la Guinée ne consacra que 0,30% de son PIBA à la recherche agricole, taux bien inférieur à la cible de 1% recommandée par l'Union africaine et les Nations Unies.



## Plus grand appui de l'État

De 2000 à 2010, la coopération au développement (notamment la France) assurait plus de 70% du budget de l'IRAG. L'instabilité politique en Guinée ayant entraîné un gel de cette aide, le gouvernement fut contraint, en 2009, d'accroître ses contributions à l'IRAG. La subvention d'État, qui demeura la principale source de financement de 2011 à 2014, permit au pays de gérer son programme de recherche avec plus d'autonomie. Depuis 2012, moyennant l'octroi d'un prêt japonais de 9 millions de dollars ÉU, le PPAO/WAAPP a pu renforcer la capacité guinéenne de recherche sur le riz.



## Un personnel vieillissant

En Afrique, le corps des chercheurs agricoles guinéens est le plus âgé de tous: 94% des titulaires PhD ont passé le cap des 50 ans et d'ici peu une vague de départs à la retraite entraînera de lourdes pertes de capacité. Fort d'un appui substantiel de son gouvernement et de la France, l'IRAG a pu offrir des études de 2ème cycle dans divers domaines disciplinaires à de nombreux chercheurs et techniciens licenciés. Le master en poche, bon nombre de ceux-ci s'inscriront en doctorat dans un proche avenir, selon les stipulations du nouveau plan stratégique de l'IRAG.

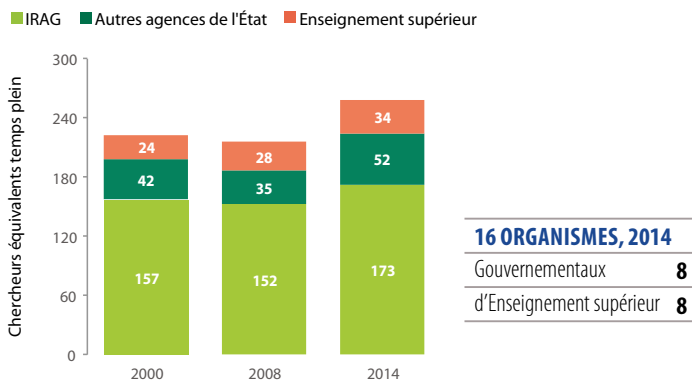


## Capacité d'innovation limitée

Aucune nouvelle variété végétale n'est issue de l'IRAG entre 2011 et 2014 et ses scientifiques publient à peine dans des revues internationales. La médiocrité de sa capacité d'innovation est préoccupante et amène à s'interroger sur l'efficacité de la recherche agricole nationale. La faible législation nationale en matière de droits de propriété intellectuelle fait également obstacle à l'innovation. La Guinée est un des nombreux pays ouest-africains qui ont du mal à concilier les droits de propriété intellectuelle avec les droits des agriculteurs et d'autres intérêts locaux.

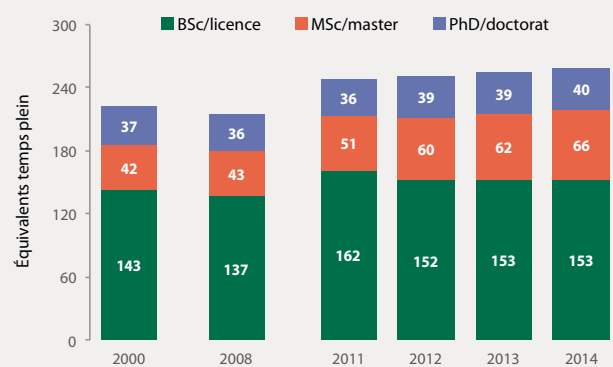
## Composition institutionnelle de la recherche agricole guinéenne

En 2014, l'IRAG occupait les deux tiers des chercheurs agricoles guinéens, les autres agences de l'État 20% et les établissements d'enseignement supérieur 13%. Les trois catégories institutionnelles ont enregistré en 2008–2014 une croissance du personnel de chercheurs exprimé en ÉTP, mais la composition institutionnelle s'est à peine modifiée.



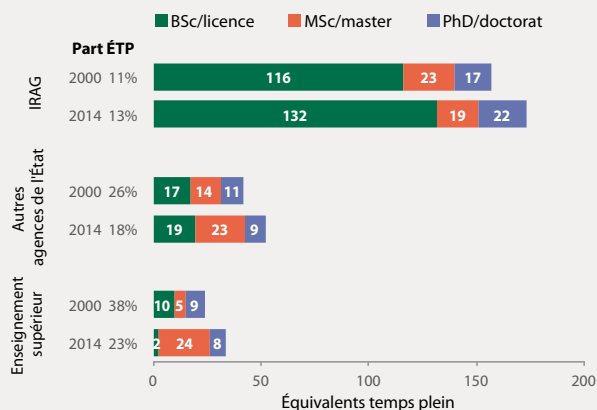
## Répartition des chercheurs agricoles guinéens, par diplôme

En 2014, 59% des chercheurs agricoles guinéens n'avaient qu'un BSc, près de 25% avaient un MSc et les autres un PhD. La récente croissance de capacité reflétait surtout une augmentation des diplômés MSc. En moyenne, les qualifications des chercheurs guinéens étaient inférieures à celles de leurs homologues dans la plupart des pays ouest-africains.



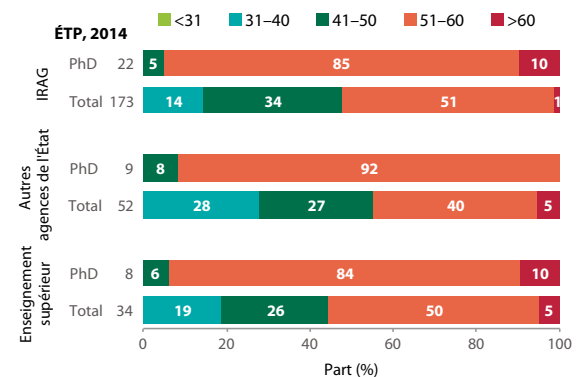
## Chercheurs agricoles de la Guinée par secteur et par diplôme

Entre 2000 et 2014, les effectifs ont augmenté dans les trois catégories institutionnelles. À partir de 2014, l'IRAG employait relativement moins de chercheurs munis d'un PhD ou d'un MSc que ne faisaient les autres organismes gouvernementaux et d'enseignement supérieur participant à la recherche agricole guinéenne.



## Répartition des chercheurs agricoles guinéens, par tranche d'âge

En 2014, environ 50% des chercheurs agricoles guinéens approchaient l'âge de la retraite obligatoire: 65 ans (hommes), 60 ans (femmes). Comme 95% des titulaires d'un doctorat avaient plus de 50 ans, l'organisation de formations doctorales pour les chercheurs de niveau MSc s'impose d'urgence.



## Part des femmes chercheuses en Guinée

Alors qu'en Guinée, les femmes constituent le gros de la main-d'œuvre agricole, seuls 7% des chercheurs agricoles sont des femmes, un des plus bas taux de représentation féminine en Afrique. La participation des femmes est particulièrement faible au sein de l'IRAG (4%).

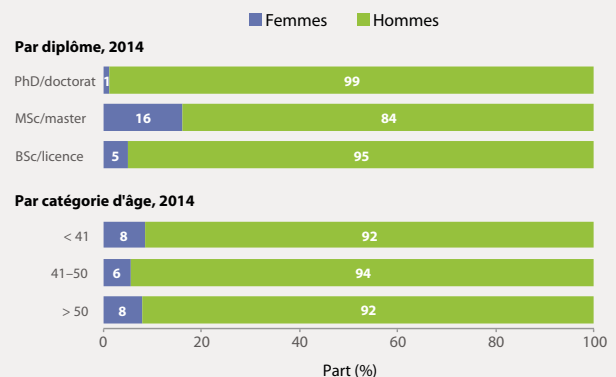


### Par catégorie institutionnelle, 2014

IRAG	4%
Autres agences de l'État	20%
Enseignement supérieur	7%

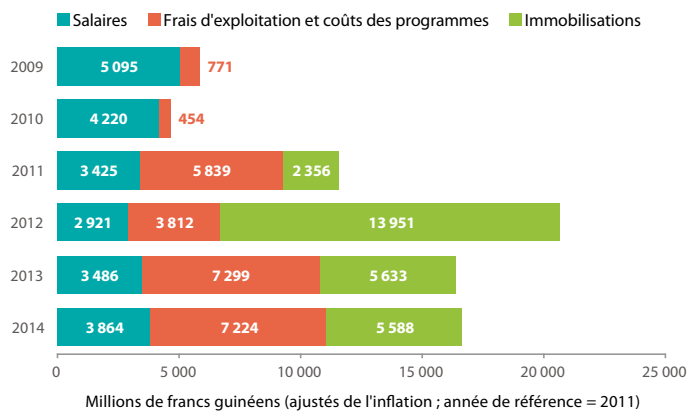
## Répartition des chercheuses guinéennes par diplôme et par âge

En Guinée la part des chercheuses titulaires d'un doctorat est particulièrement faible: juste 1% en 2014. Le taux de représentation féminine variait à peine d'une tranche d'âge à l'autre.



## Dépenses de l'IRAG par catégorie de coût

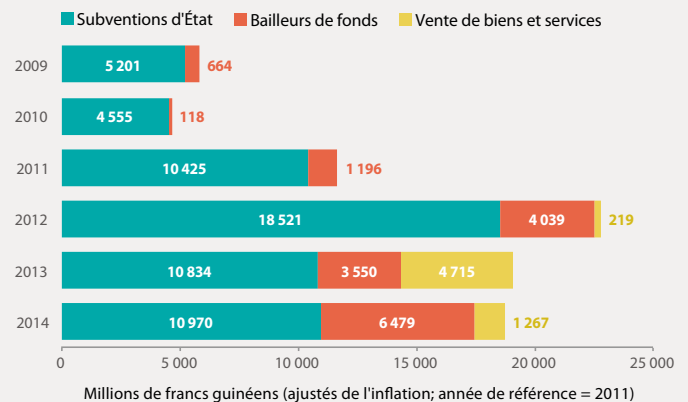
Entre 2011 et 2014, grâce à une subvention d'État accrue et aux apports du PPAO, le budget de l'IRAG lui a enfin permis de relancer des travaux (trop longtemps interrompus) de recherche comme de réhabilitation des infrastructures. En 2009/2010, il affecta près de 90% du budget aux frais salariaux, contre 20% ces dernières années.



Note: Les salaires des chercheurs expatriés n'entrent pas en ligne de compte.

## Sources de financement de l'IRAG

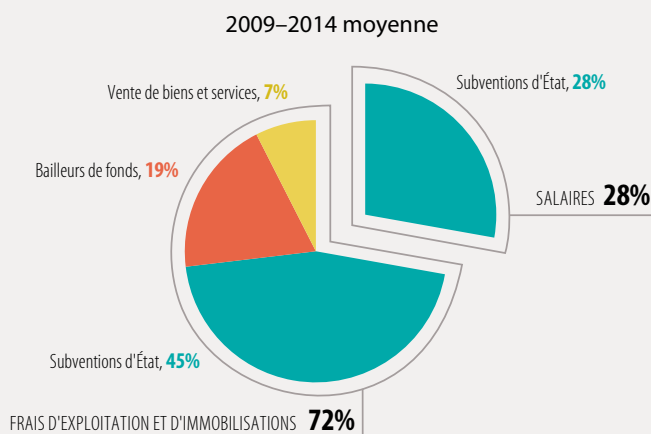
De 2009 à 2014, l'IRAG tira son financement de l'État (73%), de bailleurs de fonds (19%) et de la vente de semences (7%). Le renforcement des niveaux de financement des années récentes reflétaient principalement l'augmentation de la subvention d'État et le lancement du PPAO/WAAPP (appuyé d'une subvention japonaise).



Note: Les frais liés aux chercheurs expatriés n'entrent pas en ligne de compte.

## Comparaison des dépenses et des rentrées de l'IRAG

Entre 2009 et 2014 la subvention d'État a couvert les frais salariaux et une grande partie des frais d'exploitation de l'IRAG. Toutefois, les décaissements sont souvent inférieurs aux crédits alloués, ou en retard. Le Japon (par le biais du PPAO/WAAPP), la France, les centres CGIAR, la CEDEAO, le CORAF et la FAO sont les principaux bailleurs de l'IRAG.



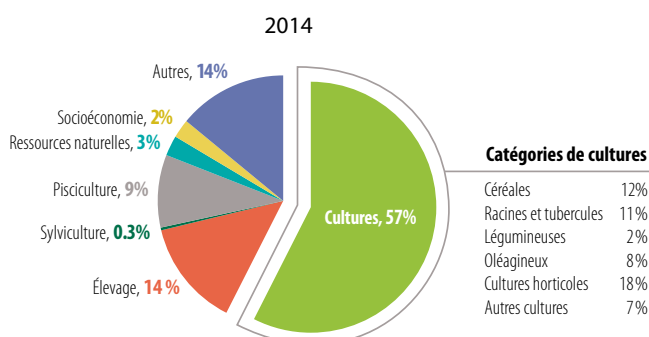
## Publications récentes de l'IRAG évaluées par des pairs

De 2012 à 2014, les chercheurs de l'IRAG n'ont publié que 6 articles qui ont tous paru dans des revues nationales, résultat de loin inférieur à ce qu'ont produit leurs homologues dans la plupart des pays africains. On note de même que l'IRAG a mis en circulation diverses variétés de riz et d'arachide entre 2000 et 2010, mais aucune en 2011-2014.

Type	Nombre de publications, moyenne annuelle 2012-2014	Par chercheur ÉTP
Articles scientifiques		
revue internationale	—	—
revue régionale	—	—
revue nationale	2,0	0,012
Livres	—	—
Chapitres d'ouvrage	—	—
<b>Total</b>	<b>2,0</b>	<b>0,012</b>

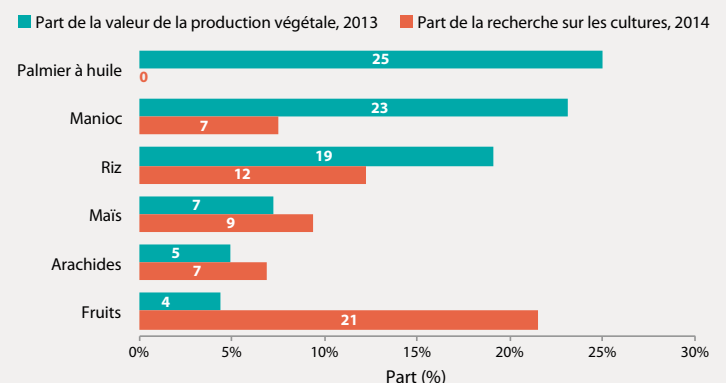
## Répartition des chercheurs agricoles guinéens, par filière

En 2014, 57% des chercheurs guinéens travaillaient sur les cultures, 14% sur l'élevage et 9% sur les pêcheries. Le riz absorbe le plus grand nombre d'ÉTP (le PPAO/WAAPP compte faire de l'IRAG un centre d'excellence de recherche sur le riz). D'autres cultures importantes sont: le maïs, le manioc, les légumineuses, l'arachide et le café.



## Orientation de la recherche et valeur de la production

Le palmier à huile représente 25% de la valeur totale de production agricole guinéenne, mais aucun chercheur agronome n'y consacre son temps. De même, le manioc et le riz font l'objet de recherches moins intensives que ne le justifierait leur valeur de production, or, pour les fruits, l'effort de recherche excède les niveaux de production.



Note: Les données sur l'orientation de la recherche proviennent d'ASTI; les données sur la valeur de la production sont celles de la FAO (<http://faostat.fao.org>).

## Ressources pour la Guinée

Cette fiche d'information présente les récentes données sur les performances de la recherche agricole en Guinée. Elle se concentre essentiellement sur des informations relatives aux ressources financières, humaines et institutionnelles et aux résultats de la recherche, tout en mettant en exergue les tendances, les défis et les changements institutionnels. Des ressources additionnelles sont disponibles sur [www.asti.cgiar.org/fr](http://www.asti.cgiar.org/fr) et comprennent :



La **page interactive se rapportant** à la Guinée présente des données se rapportant aux investissements et aux capacités de la recherche agricole, un outil pour explorer et télécharger ces données, et des hyperliens pour accéder à une variété de publications spécifiques.



L'**outil d'analyse comparative** permet de classer et de comparer des indicateurs de recherche agricole de différents pays africains.



L'**outil de téléchargement de données** permet d'accéder à des graphiques et des ensembles de données ASTI plus détaillés pour la Guinée et bien d'autres pays.



L'**annuaire ASTI** répertorie les organismes effectuant la recherche agricole en Guinée, en spécifiant leur emplacement et quelques indicateurs clés.



## Procédures et Méthodologies ASTI

- ▶ Les **données sous-jacentes à cette fiche** ont été obtenues principalement par la tenue d'enquêtes primaires, bien que certaines données proviennent de sources secondaires ou des estimations.
- ▶ Par **recherche agricole**, ASTI entend celle du secteur public, de l'enseignement supérieur et du secteur à but non lucratif ; est exclue la recherche conduite par le secteur privé à but lucratif en raison de l'insuffisance des données disponibles.
- ▶ Pour calculer ses statistiques sur les ressources humaines et financières, ASTI se base sur l'**équivalent temps-plein (ÉTP)**, qui prend en compte la proportion de temps effectivement consacré à la recherche par rapport au temps accordé à d'autres activités.
- ▶ ASTI présente ses données financières en monnaie locale de 2011 et en **dollars de parité de pouvoir d'achat (PPA) de 2011**. En comparant les prix d'un plus grand éventail de biens et services locaux — par contraste à des biens et services échangés sur les marchés internationaux — les PPA reflètent mieux le pouvoir d'achat relatif des différentes devises que ne le font les taux de change officiels.
- ▶ Les montants que **dépense le secteur de l'enseignement supérieur** pour sa recherche font l'objet d'une estimation, car il s'avère impossible de les isoler des autres dépenses du secteur.
- ▶ Notez que l'**arrondi des décimaux** peut faire en sorte que le total soit supérieur ou inférieur d'une unité à la somme des parts.



Pour de plus amples informations sur les procédures et méthodologies ASTI, consultez [www.asti.cgiar.org/fr/methodology](http://www.asti.cgiar.org/fr/methodology).

## Sigles et acronymes

PIBA	Produit intérieur brut agricole
CORAF/ WECARD	Conseil Ouest et Centre africain pour la Recherche et le Développement Agricoles
CEDEAO	Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture
ÉTP	Équivalents temps plein
IRAG	Institut de Recherche Agronomique de Guinée
PPA	Parité de pouvoir d'achat (taux de change)
R&D	Recherche et développement
PPAAO/ WAAPP	Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest

## CONCERNANT ASTI, IFPRI ET IRAG

En collaboration avec un vaste réseau d'institutions internationales et d'organismes nationaux et régionaux de R&D agricole, **le programme ASTI sur les indicateurs relatifs aux sciences et aux technologies agricoles** constitue une source fiable d'information sur les systèmes de R&D agricole du monde en développement. ASTI relève de l'**Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)** qui, en tant que membre du CGIAR, propose des solutions empiriques aux problèmes de la faim, la malnutrition et la pauvreté. Principal organisme national de recherche, l'**Institut de Recherche Agronomique de Guinée (IRAG)** relève du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage. Ses recherches portent sur un vaste éventail de thèmes, y compris différentes cultures, l'élevage, les ressources naturelles, le traitement post-récolte et le génie agricole.

ASTI/IFPRI et IRAG remercient les organismes de R&D agricole ayant participé et contribué à la collecte des données et à la rédaction de cette fiche d'information. ASTI remercie également la Fondation Bill & Melinda Gates et le programme de recherche du CGIAR sur les politiques, institutions et marchés d'avoir apporté un soutien généreux à ses travaux en Afrique subsaharienne. Cette fiche constitue un produit ASTI direct qui n'a pas fait l'objet d'une évaluation par des pairs ; les opinions exprimées sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les politiques ou les opinions ni d'IFPRI ni d'IRAG.

Copyright © 2017 Institut international de recherches sur les politiques alimentaires et Institut de Recherche Agronomique de Guinée. Nous autorisons la reproduction d'une ou de plusieurs sections de ce document sans demande de permission expresse, à condition que mention soit faite des auteurs (IFPRI et IRAG). Veuillez contacter [ifpricopyright@cgiar.org](mailto:ifpricopyright@cgiar.org) si vous souhaitez rééditer le texte intégralement.